



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Comité permanent de la défense nationale

NDDN



NUMÉRO 033



1^{re} SESSION



41^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le jeudi 15 mars 2012

Président

M. James Bezan

Comité permanent de la défense nationale

Le jeudi 15 mars 2012

• (1105)

[Traduction]

Le président (M. James Bezan (Selkirk—Interlake, PCC)): Bonjour à tous. Conformément au paragraphe 108(2) du Règlement, nous allons poursuivre aujourd'hui notre étude sur le maintien en disponibilité opérationnelle des Forces armées canadiennes. Il s'agit de la 33^e séance du comité.

Nous accueillons aujourd'hui le professeur Robert Huebert, directeur associé du Centre des études militaires et stratégiques de l'Université de Calgary. Si je ne me trompe pas, c'est le dernier témoin que nous recevons dans le cadre de cette étude.

Monsieur Huebert, vous disposez maintenant de dix minutes pour faire votre déclaration liminaire. La parole est à vous.

M. Robert Huebert (directeur associé, Centre for Military and Strategic Studies, Université de Calgary): Merci beaucoup.

Je me considère très privilégié de pouvoir m'adresser à vous aujourd'hui. Je suis désolé d'être arrivé quelques minutes en retard. Mon chauffeur de taxi m'a conduit au mauvais édifice, et ce, malgré le fait que je me sois disputé avec lui à ce sujet.

Des voix: Oh, oh!

M. Robert Huebert: Il a insisté en disant que l'édifice de l'Ouest était l'édifice de l'Est.

Une voix: Bienvenue sur la Colline.

M. Robert Huebert: Merci.

La disponibilité opérationnelle est un sujet fascinant, et j'estime que le comité a grand intérêt à se pencher là-dessus. Compte tenu des changements auxquels nous assistons à l'heure actuelle, autant sur le plan de la sécurité internationale que de la sécurité canadienne, notre état de préparation, dans un système international qui évolue rapidement, est probablement l'une des questions les plus importantes — si ce n'est pas la plus importante — auxquelles doivent répondre les Forces canadiennes aujourd'hui. Les travaux de votre comité sont donc très à propos.

Mon exposé consiste en trois séries d'observations sur ce qui, selon moi, constituent les principales questions à aborder dans le contexte de la disponibilité opérationnelle.

Tout d'abord, il y a les facteurs environnementaux. À quoi faut-il se préparer? Pourquoi est-ce aussi important? Pourquoi cela mérite-t-il que nous y réfléchissions aujourd'hui?

Ensuite, quelles mesures doit-on prendre pour se préparer? Quels sont les principaux éléments dont notre pays doit tenir compte, après une période de guerre relativement longue...? C'est en effet lorsque nous pensons à l'Afghanistan que nous réalisons que nous étions en période de guerre, peu importe comment vous l'appellez, et que la prochaine guerre, qu'elle soit en Syrie, en Afrique ou au Mexique, arrivera beaucoup trop rapidement. Le système international ne sera pas prêt.

Enfin, je terminerai en vous disant ce qui, à mon avis, est la meilleure voie à suivre pour les forces.

Commençons. Ma première remarque ne vous plaira pas nécessairement, du moins, du point de vue de la rectitude politique, mais nous venons de mettre fin à une guerre. Qu'on se rappelle ou non de la guerre d'Afghanistan pour les sacrifices qu'ont dû faire les gens qui y ont participé ou le nombre de vies qui ont été perdues ou bouleversées... Nous mettons souvent l'accent sur les pertes de vie, comme nous le devrions, mais nous oublions les personnes qui ont été blessées, sur les plans physique et psychologique. Je pense que notre société devra composer avec cette situation à l'avenir. Mais c'est un tout autre sujet.

Dans ce contexte d'après-guerre, nous sommes confrontés à une triste réalité: est-ce que ce sera la première guerre que nous perdrons? C'est possible. Nous devons l'accepter, car nous ignorons si les talibans reprendront le pouvoir.

Quand nous voyons ce que font nos alliés, quand nous voyons leurs efforts pour se retirer du conflit, se décharger de leurs responsabilités — appelez cela comme vous voudrez —, au bout du compte, en dépit du professionnalisme individuel de nos forces, les gens diront-ils que les efforts déployés par les alliés se sont révélés infructueux? Parlerons-nous d'une défaite? Disons les choses franchement.

L'histoire nous apprend que dans le cas d'une défaite, que ce soit les Américains au Vietnam, ou encore les Soviétiques en Afghanistan, les forces font toujours une mise au point, et je crois que nous devons y prêter une grande attention.

Le deuxième facteur environnemental le plus important et probablement aussi déconcertant, c'est le fait que nos alliés commettent ce que je considère être de graves erreurs sur le plan économique. Si nous nous comparons avec eux, nous constatons que notre performance économique est nettement supérieure.

N'empêche que lorsque nous regardons du côté de nos alliés américains et européens, tout ce que nous voyons, c'est une crise économique. Cela reflète la façon dont ils se perçoivent et dont ils se préparent à des fins militaires. Partout ailleurs, nous assistons à des compressions massives et, pour la première fois, nous nous rendons compte que nos alliés ne nous permettront pas de dominer complètement, surtout lorsqu'il s'agit de forces aérienne ou maritime.

Ce sont les conséquences à long terme. Toutefois, à mon avis, il est temps de reconnaître que la supériorité que nous, en tant qu'alliés occidentaux, avons durement acquise en 1943 et que nous n'avons jamais cédée depuis, c'est-à-dire notre domination aérienne, risque d'être compromise. Et cela ne sera pas attribuable aux meilleures capacités de l'ennemi, mais plutôt aux crises économiques. Quand nous regardons les coupes qui sont faites à l'échelle internationale aux F-35, aux F-22 et aux Eurofighters, notamment, c'est très troublant et cela pourrait mettre en péril nos opérations futures et notre état de préparation.

Le troisième facteur environnemental le plus important, et peut-être le plus troublant, c'est le fait que les dangers se perpétuent ailleurs dans le monde. La Syrie, évidemment, amorce sa première année de souffrance, et rien n'indique qu'elle abandonnera bientôt. Essayez d'imaginer notre situation, notre économie, si ce type de crise se propageait dans des pays comme l'Arabie saoudite. Pensez à l'incidence que cela aurait sur le pétrole et le gaz naturel et à ce que cela représenterait pour notre économie internationale de même que pour notre engagement si le Printemps arabe venait à se déplacer dans la péninsule arabique. Cette situation prendrait des proportions catastrophiques puisque, dans ce type d'environnement, tout le monde agirait dans son propre intérêt, et cela compliquerait encore plus les choses pour le Canada.

Par ailleurs, on refuse de voir la prolifération de la technologie en matière de missiles et d'armements. Lorsque nous connaissons la vérité au sujet de l'arsenal nucléaire du Pakistan et de l'implication du soi-disant père pakistanais de la bombe atomique, Khan, nous réaliserons que ces armes meurtrières sont plus présentes que jamais dans le contexte moderne.

Cela signifie que le type d'environnement dans lequel les Forces armées canadiennes seront appelées à travailler deviendra d'autant plus dangereux et meurtrier, et malheureusement, ce sera d'une ampleur jamais vue auparavant. Nous devons également tenir compte de l'inclusion des armes de destruction massive.

Au bout du compte, le Canada est un État guerrier qui ne veut pas se l'avouer. Encore une fois, pour être honnête, d'un point de vue empirique, depuis notre participation à la Guerre des Boers, outre les fortes puissances, le Canada a été l'un des pays les plus actifs dans le déploiement de forces militaires à l'étranger. Si on enlève les Américains, les Britanniques, les Français et les Soviétiques, il ne reste plus beaucoup de pays, à part l'Australie et le Canada. Encore une fois, appelez cela comme vous voulez, maintien ou imposition de la paix, protection des alliés, engagement envers l'OTAN, ou peu importe, mais sachez que nous avons une histoire, et une histoire intéressante, qui ne se perdra pas au fil du temps, d'où l'importance du maintien en disponibilité opérationnelle des Forces armées.

D'où les problèmes viendront-ils? La nouvelle réalité, c'est que nous devons nous défendre qu'avec les seuls moyens à notre disposition, comme on l'indique souvent. Nous n'aurons pas le choix. Et les crises surviendront à un tel rythme que nous serons pris au dépourvu.

Beaucoup de Canadiens n'en sont pas conscients et ne croient pas que les événements qui se déroulent actuellement au Mexique puissent mener cet État à la déroute. Toutefois, si on regarde le conflit actuel des cartels de drogue et l'incapacité du gouvernement fédéral à contrôler ce fléau, étant donné le risque que cela dégénère en guerre civile ou en guerre des narcotrafiants, le Canada, en tant qu'État nord-américain, ne pourra pas ignorer la situation bien longtemps. Nous ferons comme nos voisins américains. Mais cela ne se fera pas sans difficulté et mettra à l'épreuve la disponibilité opérationnelle des Forces canadiennes.

Nous devons également savoir que nous ne pourrons plus autant compter sur l'appui de nos alliés comme par le passé. Ce n'est pas un problème dans l'immédiat. Nous continuerons de mener nos activités comme nous l'avons fait ces 20 dernières années. On parle ici du soutien que nous ont fourni les Américains, les Britanniques et les Français en Indonésie, au Timor-Oriental, bien sûr, en Yougoslavie, en Libye et en Afghanistan, toutes des régions où nous sommes intervenus, malgré ce que pensaient les gens à la fin de la guerre froide. Ce type de soutien diminuera, et nous devons miser de plus en plus sur nos propres forces, si nous choisissons de suivre notre orientation historique.

● (1110)

Par conséquent, comment y parvenir? Je dirais qu'il faut principalement nous concentrer sur deux éléments. Le premier: la disponibilité opérationnelle. C'est une chose avec laquelle nous devons nous familiariser. Nous devons créer, élaborer et perfectionner notre capacité à mener notre propre analyse stratégique. Nous avons toujours compté sur nos alliés. Il y a eu la guerre des Boers, où nous avons réellement commencé à déployer nos forces à l'étranger, puis il y a eu la Première Guerre mondiale, la Seconde Guerre mondiale, la guerre de Corée, la guerre froide et l'après-guerre froide. L'orientation stratégique globale dont nous avons besoin s'inspire de ce que nous avons élaboré en consultation avec nos alliés, mais de façon générale, nous avons tendance à suivre ce que nos alliés ont proposé. Durant la guerre froide, notre participation navale à la guerre anti-sous-marine découlait en grande partie du commandement allié. Le type de protection aérienne que nous avons assurée était, encore une fois, l'idée de nos alliés.

Dans ce contexte moderne, si nous voulons être prêts, nous devons commencer à penser de façon stratégique plutôt que tactique.

•(1115)

Le président: Je devrai vous arrêter ici. Vous avez déjà débordé d'une minute et demie. Vous aurez peut-être la possibilité de terminer ce que vous avez à dire durant la période de questions.

Étant donné que nous disposons d'une heure seulement, nous allons amorcer la première série de questions, et les députés se verront accorder cinq minutes au lieu de sept.

Monsieur Christopherson, la parole est à vous.

M. David Christopherson (Hamilton-Centre, NPD): Merci.

Sans prendre tout mon temps, prenez une ou deux minutes pour terminer ce que vous disiez, car je crois que vous arriviez au coeur des questions importantes. Je vais donc vous permettre de continuer.

M. Robert Huebert: À mon avis, le plus important est d'avoir cette analyse stratégique indépendante. Les types de rapports qu'a fournis le général Leslie sont essentiels pour l'organisation structurelle, mais je pense que nous devons aller plus loin que cela. Il ne suffit pas d'avoir un livre blanc au début du mandat de chaque nouveau gouvernement. On a toujours procédé ainsi, que ce soit un gouvernement libéral ou conservateur. Nous avons besoin d'un processus qui nous permet de prévoir et de réfléchir.

Cela m'amène à mon deuxième point, qui est la stratégie d'approvisionnement. Les expériences que nous avons eues avec la stratégie nationale en matière de construction navale et bon nombre des techniques que nous élaborons en ce moment dans le cadre d'un processus beaucoup plus ouvert, où nous collaborons avec l'industrie et où nous essayons de développer une capacité plutôt que des plateformes, constituent, à mon avis, un modèle à suivre pour ce qui est de l'approvisionnement de nos forces. Évidemment, nous ne pourrions pas répliquer ce que nous avons fait pour la construction navale dans le contexte des besoins en matière de défense aérospatiale, mais je pense que bon nombre des techniques qui ont été mises à l'essai sur la façon d'être concurrentiels dans une industrie qui ne l'est pas du tout.... Ce que je veux dire, c'est que les problèmes des F-35 découlent du manque de concurrence.

À l'avenir, pour ce qui est des types de forces... nous devons rationaliser, comme dans le cas de la stratégie en matière de construction navale.

Merci.

M. David Christopherson: Excellent. Merci beaucoup.

Nous en sommes à la toute fin des audiences publiques et nous serons appelés à produire un rapport. Dans un monde idéal, nous pourrions espérer en arriver à un consentement unanime, mais dans le monde politique dans lequel nous sommes, cela ne sera peut-être pas possible.

Avec ce qui s'annonce, par quoi commenceriez-vous? La page est blanche. On vous pose la question car on aime votre raisonnement, votre approche. Pourriez-vous énumérer les étapes à suivre en ce qui a trait à la disponibilité opérationnelle?

M. Robert Huebert: Premièrement, il faut créer un état d'esprit plus indépendant parmi les officiers supérieurs et les décideurs politiques lorsqu'il est question de sécurité. Nous devons faire cavalier seul. Cela signifie qu'il ne faut plus nous contenter de mener des examens stratégiques ou de réaliser des économies; il faut commencer à nous demander pourquoi nous avons besoin d'une stratégie et à quoi nous devons nous préparer. Cette mission revient évidemment au Chef d'état-major, mais selon moi, il devrait s'agir de sa mission numéro un dans le cadre d'un développement futur.

Deuxièmement, il y a la question d'une stratégie d'approvisionnement au sens large. Comme je l'ai déjà dit, j'aime beaucoup la tournure que prend la stratégie nationale en matière de construction navale. J'ai remarqué que nous avons procédé au cas par cas, que ce soit pour les Sea Kings ou les frégates. Pour chaque achat important, nous étions axés sur les plateformes et nous avons procédé au cas par cas. Nous devons penser de façon plus générale, à plus long terme, comme pour la stratégie en matière de construction navale.

Troisièmement, il faut arrêter de croire que la guerre d'Afghanistan est derrière nous, que tout va bien dans le meilleur des mondes et qu'il n'y a rien à s'inquiéter. À mon avis, c'est un état d'esprit très dangereux.

M. David Christopherson: Il serait encore plus difficile pour nous d'adopter l'approche que vous proposez car nous avons besoin des deux. Il y a encore des domaines dans lesquels notre approche internationale est multilatérale. Nous accordons beaucoup d'importance à notre collaboration avec l'ONU. Il nous faut deux voix parallèles: une qui nous permet d'entretenir notre relation de partenaire avec nos alliés naturels, nos alliés de l'OTAN, et une autre qui reflète nos intérêts stratégiques à développer une capacité indépendante. Nous avons absolument besoin des deux. Donc, ce que vous dites, c'est que ce sera encore plus difficile que par le passé.

•(1120)

M. Robert Huebert: Absolument. Le mieux, ce serait de travailler main dans la main avec nos alliés. Soyons clairs. L'idéal serait que les Européens se sortent de leur crise avec l'euro et les Grecs et que les Américains dénouent leur impasse. Nous pourrions donc procéder comme nous l'avons fait ces 20 dernières années. Toutefois, je crains que cette époque soit révolue. La décision d'intervenir unilatéralement n'est pas un choix; c'est une obligation.

Le président: Monsieur Norlock.

M. Rick Norlock (Northumberland—Quinte West, PCC): Je crois que M. Strahl était le premier.

Le président: Toutes mes excuses, monsieur Strahl.

M. Mark Strahl (Chilliwack—Fraser Canyon, PCC): Merci, monsieur le président, et merci professeur pour vos commentaires éclairés.

Lors de nos opérations expéditionnaires, nous travaillerons toujours main dans la main avec nos alliés. Vous dites que ce modèle pourrait ne pas toujours s'appliquer à l'avenir. Toutefois, étant donné le contexte actuel, et la volonté de travailler avec nos alliés dans le cadre de nos interventions à l'étranger, dans quelle mesure est-il important d'agir en interopérabilité avec nos alliés au moment d'acheter du nouveau matériel?

M. Robert Huebert: En ce qui a trait à l'interopérabilité, l'essentiel, c'est la communication. Quand vient le temps de joindre le geste à la parole, l'interopérabilité dépend de la capacité à communiquer, à intégrer les renseignements. Le type d'environnement que je décris n'est pas nécessairement un environnement dans lequel nous serons laissés à nous-mêmes, mais plutôt dans lequel nos alliés ne nous serons plus d'une aussi grande aide. Par conséquent, l'interopérabilité doit demeurer une priorité. N'empêche que la capacité de ces forces de se défendre, de se protéger et d'agir à titre d'unité indépendante sera d'autant plus essentielle à la sécurité du personnel militaire canadien en déploiement. Nous devons non seulement appuyer l'interopérabilité, mais aussi nous assurer que le matériel que nous nous achèterons à l'avenir sera fonctionnel, car nous ne pourrions plus compter autant sur l'appui de nos alliés.

M. Mark Strahl: Je sais que vous avez beaucoup écrit sur l'Arctique. J'aimerais que vous nous parliez de l'état de préparation du Canada en ce qui a trait à l'Arctique. Faisons-nous tout le nécessaire pour assurer une présence militaire là-bas? En quoi notre niveau de disponibilité opérationnelle dans l'Arctique se compare à celui de la Russie?

M. Robert Huebert: J'aime votre plan. On peut voir les changements dans notre raisonnement. Cela remonte à l'administration Martin. C'est à ce moment-là que la question de l'Arctique a commencé à prendre de l'importance. Le gouvernement Harper y a donné suite en développant des capacités d'application de la loi et de surveillance. La question qui revient sans cesse concernant l'Arctique, c'est: pourrions-nous faire ce que nous avons dit que nous ferions? Nous sommes passés maîtres dans l'art d'élaborer des plans détaillés que nous ne suivons pas. Cette fois, je suis plus optimiste: tout indique que nous irons de l'avant.

Où en sommes-nous par rapport aux autres? Les Russes redéfinissent leur capacité stratégique. Leur capacité est établie dans la presque île de Kola. Même si l'Arctique n'était pas l'Arctique, cette région sera remilitarisée compte tenu de son emplacement géopolitique et des capacités russes de plus en plus grandes. Les forces sous-marines américaines interviennent déjà en conséquence, et nous commençons à revoir les signes de ce qu'on appelait à l'époque le « Grand Jeu ».

L'autre pays que nous devons surveiller de près, c'est la Chine. Les Chinois investissent des sommes massives dans leur recherche et leur capacité dans l'Arctique. Ils construisent leurs propres brise-glaces et croient qu'ils deviendront une puissance arctique. C'est un pays auquel nous n'avons pas prêté suffisamment d'attention. Je pense que si nous en reparlons dans cinq ans, la Chine sera à surveiller.

• (1125)

M. Mark Strahl: Merci.

Le président: Il vous reste une minute.

M. Mark Strahl: D'accord.

Pour revenir à ce que vous disiez, croyez-vous que la Stratégie de défense Le Canada d'abord est adéquate? Le ministre a récemment dit qu'elle était toujours d'actualité. J'aimerais connaître votre avis là-dessus.

Avec ce qui s'annonce, selon vous, la SDCD nous permettra-t-elle de remédier à nos préoccupations?

M. Robert Huebert: Je dois peser mes mots ici. J'aime l'orientation qu'a prise le livre blanc de Harper. Il ne faut pas s'en cacher; c'est un livre blanc. Ce n'est pas comme ça qu'on l'appelle, mais c'est ce que c'est.

J'aime sa tentative de vouloir maintenir ce que j'appelle une reconnaissance bipartite de la nécessité d'avoir des forces polyvalentes capables d'intervenir sur plusieurs plans. C'est réellement ce que fait la stratégie.

Ce que je n'aime pas — et cela ne concerne pas uniquement la Stratégie de défense Le Canada d'abord, mais notre état d'esprit en général —, c'est que nous croyons avoir fait de grandes réflexions stratégiques, mais au bout du compte... Et cela remonte au livre blanc de Trudeau. C'est la même chose qu'il se produit avec chaque gouvernement. On reprend la stratégie de défense du début et on se dit: « Nous y avons réfléchi et rien ne va changer. » En fait, il n'y a jamais eu deux livres blancs au cours d'un même mandat.

Nous avons besoin d'un processus continu qui nous permet de régler ces grandes questions et de changer de cap en temps et lieu. Vous avez donc une vision d'ensemble, mais vous pouvez apporter des ajustements au fur et à mesure des problèmes qui surviennent. Beaucoup de choses ont changé depuis l'élaboration de la stratégie; c'est pourquoi, à mon avis, il faut la repenser.

Le président: Madame Sgro, la parole est à vous.

L'hon. Judy Sgro (York-Ouest, Lib.): Merci beaucoup.

Monsieur Huebert, c'est fascinant de vous écouter. Selon vous, d'où viendra la prochaine menace?

M. Robert Huebert: Pour être honnête, elle viendra d'un pays dont on ne s'attend pas.

Encore une fois, si on remonte à la fin de la guerre froide, sachez que personne ne pensait que nous allions intervenir en Yougoslavie comme nous l'avons fait. C'est la même chose pour le Timor-Oriental; personne ne croyait que nous étions prêts à nous battre contre les Indonésiens. Autrement dit, il y a toujours des surprises, mais c'est la nature des choses.

N'empêche que je n'aime pas du tout ce qui se passe au Mexique en ce moment, car ce n'est pas un conflit discrétionnaire. En fait, si l'État implose comme le prévoient certains, je ne vois pas comment le Canada pourrait ne pas être touché dans ce contexte. Nous avons beau dire non à la Syrie ou à la Corne de l'Afrique, mais si le Mexique implose, nous ne pourrions pas dire non.

L'autre pays auquel nous n'avons pas suffisamment prêté attention est l'Arabie saoudite. Si la situation dégénère comme dans le Nord de l'Afrique, si l'Arabie Saoudite s'effondre, je ne vois pas comment nous pourrions éviter ce conflit. Compte tenu de l'importance des enjeux, ce sera le chaos, car tout le monde interviendra.

L'hon. Judy Sgro: Je pense que vos observations sont très pertinentes et elles nous permettront d'assurer non seulement la sécurité de tous les Canadiens, mais aussi du monde entier, compte tenu des menaces nucléaires et des autres enjeux importants.

En ce qui concerne les F-35, allons-nous dans la bonne direction? Qu'arrivera-t-il si le Canada se retrouve seul?

M. Robert Huebert: Je dirais qu'il y a deux certitudes quant à l'avenir des Forces canadiennes. Nous devons d'abord veiller à maintenir la capacité voulue pour protéger l'Amérique du Nord et assumer notre part de la protection de l'espace aérien. Il nous faudra également continuer à assurer la sécurité de notre pays en déployant nos militaires à l'étranger. Ce sont les deux éléments essentiels pour l'avenir, peu importe les méthodes qui pourront être utilisées. C'est ce que me démontrent les faits.

Je constate également que la situation évolue du côté des Américains. S'ils ne renoncent pas totalement à la domination aérienne qu'ils ont pu exercer, ils vont considérablement la réduire. Étant donné les conjectures que l'on peut observer en Chine et en Russie — en toute franchise, les deux pays les plus susceptibles de menacer désormais notre espace aérien —, il faudra conserver une certaine capacité de protection de l'espace aérien nord-américain, ou alors les États-Unis le feront pour nous.

Si nous céditions notre souveraineté aux Américains à ce chapitre, ce ne serait pas vraiment problématique. Si nous nous retrouvions dans l'incapacité de protéger l'espace aérien, il y aurait vraiment un problème.

Nous devons en outre pouvoir compter sur des caractéristiques semblables à celles que procure le F-35 pour assurer une protection appropriée dans un contexte où les risques associés à la capacité d'attaque des missiles sol-air ne feront que s'accroître. C'est pourquoi nous voulons des appareils furtifs.

Est-ce que le F-35 est un bon appareil ou non? Nous ne le saurons que lorsqu'il sera vraiment en fonction. Le problème c'est qu'il n'y a pas de solution de rechange. Il n'y a pas d'autre appareil offrant des caractéristiques de furtivité équivalentes, à l'exception du F-22 dont une loi du Congrès interdit la vente. Comme les F-18 devront être retirés de la circulation progressivement, nous risquons de perdre notre capacité de protection à long terme de l'espace aérien nord-américain. Nous nous trouvons également dans la pénible situation de devoir déployer des troupes dans des zones dangereuses sans leur offrir une couverture aérienne adéquate. Je ne crois pas que nous pourrions dorénavant compter sur l'appui de nos alliés comme ce fut le cas jusqu'à présent.

• (1130)

L'hon. Judy Sgro: Je vous laisse ma dernière minute pour poursuivre vos observations.

M. Robert Huebert: Je voulais dire que si nous n'achetons pas le F-35, il nous faudra quelque chose de semblable. Nous avons besoin d'un appareil furtif. Il nous faut un avion qui volera sous contrôle canadien et qui nous permettra, par exemple, d'aller très rapidement d'Ottawa jusqu'à Tuktoyaktuk.

C'est la réalité qui nous attend et le véritable problème avec lequel nous devons composer. J'aime autant ne pas être à la place de ceux qui devront prendre ces décisions-là. Il n'y a plus aucune concurrence. Nous ne pouvons plus nous tourner vers un F-37, par exemple, comme nous avons pu l'envisager auparavant.

C'est donc le problème qui nous attend. Tout cela va coûter très cher mais, en toute franchise, je ne vois pas d'autre solution.

L'hon. Judy Sgro: Ce sera forcément difficile. Il n'y a pas beaucoup de possibilités qui s'offrent à nous. Le besoin existe bel et bien, comme vous nous l'avez indiqué. Le Canada n'est pas le seul pays à se retrouver dans cette situation, mais vous nous dites qu'il n'y a pas de solution de rechange.

M. Robert Huebert: C'est ça le problème.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle des pays comme la Norvège et l'Australie n'ont pas fait marche arrière, même si cela va leur coûter très cher. Ils espèrent que les Américains ne réduiront pas leurs commandes. Il ne s'agit pas vraiment de savoir combien d'avions les Australiens, les Norvégiens ou nous-mêmes allons acheter, mais si les Américains vont respecter leurs engagements initiaux. Ils ont indiqué qu'ils allaient en acheter environ 3 200. Ils ont diminué considérablement ce nombre, et c'est ce qui fait grimper les coûts en flèche.

Le président: Pour que tous les députés aient la chance de poser des questions durant les 30 dernières minutes, le temps de parole sera de quatre minutes.

Monsieur Norlock, allez-y.

M. Rick Norlock: Merci beaucoup, monsieur le président. Merci aux témoins de leur présence aujourd'hui. Puisque j'ai très peu de temps, je vais me concentrer sur l'Arctique, une de vos spécialités.

Comment le centre de formation de l'Arctique et les installations navales de Nanisivik améliorent-ils l'état de préparation des Forces canadiennes dans la région et favorisent-ils le développement de l'Arctique?

M. Robert Huebert: Ce que nous oublions souvent, c'est qu'Halifax est plus près de London que de Nanisivik pour les navires de patrouilles de l'Arctique. Je pense que bien des gens n'en sont pas conscients.

L'autre problème, c'est qu'il n'y a pas d'infrastructure au Nunavut et dans les Territoires de Nord-Ouest. Les communautés n'ont que l'essence ou le carburant qu'il leur faut. Aucune entreprise comme Esso ou Shell ne peut approvisionner les FC. Les installations de Nanisivik et la présence des forces à Resolute Bay nous donnent les capacités de pré-positionnement pour répondre aux exigences grandissantes.

Il ne s'agit que de premières mesures en vue de garantir l'état de préparation des Forces canadiennes. Ces projets ne visent qu'à construire le genre d'infrastructure que l'Union soviétique, la Russie et la Norvège possèdent depuis assez longtemps.

Dans une certaine mesure, nous rattrapons le temps perdu en matière de capacité. C'est clair que ce sera difficile et coûteux, mais malheureusement, il ne s'agit que de premières mesures.

Pour être honnête, nous devons ensuite examiner ce qu'il convient de faire dans l'Arctique de l'Ouest, concernant les déploiements nécessaires à l'état de préparation.

M. Rick Norlock: Merci beaucoup.

Dans le même ordre d'idées, pouvez-vous dire comment l'entente internationale sur le sauvetage et la recherche va améliorer les relations du Canada avec les alliés du Conseil de l'Arctique?

Comment cette entente aide-t-elle les FC à garder leur état de préparation dans le Grand Nord?

•(1135)

M. Robert Huebert: Le Conseil de l'Arctique est une grande réussite. Les premiers ministres Mulroney et Chrétien ont beaucoup de mérite pour avoir encouragé sa création. Le conseil répond aux objectifs du Canada: c'est un organisme politique régional de haut niveau qui s'occupe de recherche et de sauvetage, qui crée un climat de confiance, etc. Au fond, c'est les autorités américaines qui ont limité son développement en disant qu'elles n'étaient pas prêtes.

Heureusement, les États-Unis ont changé d'avis. L'entente sur la recherche et le sauvetage est donc une excellente première mesure qui nous unit et nous amène à négocier avec la Russie, les États-Unis et le Danemark. Le conseil nous permet tout simplement de nous parler directement pour éviter les petits différends ridicules comme l'île Hans et la confrontation des troupes militaires.

L'entente donne de nouvelles possibilités et nous oblige à former les FC. J'espère aussi que nous serons ouverts et honnêtes pour trouver des solutions en ce qui a trait à notre façon de réagir la prochaine fois qu'un navire de ligne frappe un iceberg ou un récif et que les conditions ne sont pas idéales, comme ces dernières années. Nous pourrions commencer à nous demander quelles seront les prochaines mesures. L'entente est excellente et nous permet d'installer le genre de climat de confiance qui, je l'espère, régnera pour les autres types d'opérations d'exercice, pour faire respecter la loi et assurer la protection des ressources de pêche, qui deviendra un problème croissant dans le Nord. Le conseil permet au moins aux États de l'Arctique de s'exprimer d'une même voix. Pour être bien honnête, certaines des questions diplomatiques les plus dures à régler porteront sur la présence dans la région des navires dont le pays ne fait pas partie de l'Arctique.

M. Rick Norlock: Merci.

Le président: Merci.

Monsieur Kellway, la parole est à vous.

M. Matthew Kellway (Beaches—East York, NPD): Merci, monsieur le président. Merci de votre présence, monsieur Huebert. La discussion est très intéressante.

Durant l'exposé, vous avez dit qu'il fallait suivre l'orientation que nous avons choisie au cours de notre histoire. Pourtant, dans votre évaluation des risques de sécurité, vous semblez laisser entendre qu'il était peut-être impossible de le faire, surtout si des raisons économiques nous forçaient à prendre des mesures unilatérales pour nous défendre et assurer notre sécurité.

Dans quelle mesure votre évaluation se fonde-t-elle sur notre orientation historique? Est-elle indépendante de cette orientation? Pouvons-nous nous réorienter?

M. Robert Huebert: C'est une bonne question, parce que nous avons essayé d'être plus indépendants de la communauté internationale. C'est ce qui se produit dans l'entre-deux-guerres, qui soulève un certain nombre de questions de défense et de politique étrangère évoquées par Trudeau. Mais je pense que ce qu'il faut se dire au bout du compte, c'est que nous faisons du commerce à l'échelle mondiale, que notre qualité de vie est très élevée et que les origines des Canadiens sont très diversifiées. Même si nous pouvons prendre nos distances face à la communauté internationale, nous n'allons jamais nous isoler autant sur le plan politique que l'Albanie, par exemple. Mais nous pouvons nous distancier, nous n'avons pas besoin d'être le pays vers lequel tous les autres se tournent dès qu'une crise internationale survient.

Combien de fois la communauté internationale a-t-elle demandé la participation de la Chine ou du Japon pour maintenir la paix, etc.?

Toutes sortes de raisons historiques expliquent pourquoi ça n'arrive pas. Nous pouvons choisir de nous tenir à l'écart, mais je pense que nous ne le ferons jamais, parce que nos intérêts sont étroitement liés à ceux de la communauté internationale. Même si nous pouvons refuser de participer sans que notre sécurité soit entièrement compromise, ce type d'intégration, notre culture et qui nous sommes font que nous devons continuer de répondre aux exigences de sécurité.

M. Matthew Kellway: Merci.

En réponse à la question de M. Christopherson, je pense bien que vous avez dit qu'il fallait d'abord renforcer notre position. Si j'ai bien compris, nous devons d'une certaine manière consolider notre position avant même de commencer à songer à l'état de préparation. C'est intéressant, puisque nous devons produire un rapport sur l'état de préparation.

Comment pouvons-nous commencer à renforcer notre position? Quelle serait une position renforcée? Faut-il solliciter les idées des gens qui ne sont pas militaires?

•(1140)

M. Robert Huebert: Il faut un peu des deux.

Par exemple, la marine a commencé à dire dans les années 1990 — et la question n'est pas tout à fait réglée — qu'elle devait réévaluer ce que ses capacités signifiaient pour le Canada. Les chefs d'état-major successifs ont établi l'énoncé de vision, et la stratégie Point de mire a été mise en oeuvre.

Il y a eu un vif débat dans la marine sur la façon de régler les questions d'acquisition, et une vision stratégique durable a été établie. Le problème, c'est que la stratégie Point de mire... constituait en quelque sorte une fin en soi. On se bute à certains obstacles politiques pour instaurer la prochaine stratégie, intitulée Horizon.

La force aérienne et l'armée doivent aussi commencer à penser de la même manière. Nous devons encourager les idées stratégiques venant de l'extérieur. Nous avons pris un peu de recul. Je ne suis pas neutre, mais les FC font moins appel aux universitaires pour établir les stratégies, et le Forum sur la sécurité et la défense va perdre son financement. Je pense que c'est une mauvaise décision. Dans mon propre intérêt, je ne serai pas trop critique, mais nous devons écouter ceux qui proposent de penser de manière plus isolationniste et d'envisager toutes les options. C'est notre seule façon de bien savoir d'où la menace va venir.

Le président: Merci.

Monsieur Chisu.

M. Corneliu Chisu (Pickering—Scarborough-Est, PCC): Merci beaucoup.

Merci beaucoup de vos commentaires.

Je m'intéresse beaucoup à l'unilatéralisme dont vous avez parlé concernant l'état de préparation et notre souveraineté dans l'Arctique. En fait, nous parlions de l'Arctique de l'Ouest, où une très grande puissance et une grande puissance veillent au grain. Mais je suis préoccupé par le passage du Nord-Ouest, qui fait partie du Canada. Comme vous l'avez sous-entendu, d'autres acteurs vont se manifester, comme l'Union européenne et d'autres pays dans la région. Comment devons-nous nous préparer en ce qui a trait au passage du Nord-Ouest dans l'Arctique de l'Est?

M. Robert Huebert: C'est facile, nous n'avons qu'à faire comme la Russie.

Au fond, la Russie dit qu'elle va respecter le droit international et participer à tous les efforts multilatéraux visant à améliorer les normes environnementales. Ce pays est un protagoniste important pour le Code polaire, qui va renforcer les normes environnementales sur les nouveaux navires. La Russie met en oeuvre une capacité d'application de la loi pour que les normes internationales soient respectées, mais elle a établi des règles sur ce qu'il faut faire si on emprunte la route du Nord, le nom qu'elle donne au passage du Nord-Est.

La Russie est très habile: elle dit au monde entier de passer par le Nord, elle élabore ses propres normes et indique ce qui se produit si on omet de s'y conformer. Elle a de nouvelles installations portuaires qui servent officiellement à la recherche et au sauvetage, mais en fait, elle déploie des navires. Les pays étrangers doivent payer certains frais pour soutenir l'infrastructure et signer un contrat qui stipule que la route du Nord fait partie de la Russie.

Nous devons observer les normes internationales et établir notre vision, mais être en mesure d'exercer notre souveraineté. Lorsque les pays européens, qui seront sans doute une plus grande menace que les États-Unis, finiront par dire qu'il s'agit d'un détroit international, nous pourrions rétorquer qu'ils doivent de toute façon respecter nos règles et nous aurons le contrôle.

M. Corneliu Chisu: Pensez-vous que nous devons investir un peu plus et mieux nous préparer?

M. Robert Huebert: Sans aucun doute, parce que les choses vont changer. Sommes-nous prêts à réagir au passage des navires européens?

M. Corneliu Chisu: J'en parle, parce que nous avons du retard et que le système de cartographie russe est bien meilleur que le nôtre.

M. Robert Huebert: En effet.

M. Corneliu Chisu: Vous avez bien raison de dire que nous avons besoin de soutien aérien. Lorsque j'étais en Afghanistan en 2007, nos opérations rencontraient beaucoup de problèmes, parce que nous n'avions pas d'hélicoptères Chinook.

• (1145)

M. Robert Huebert: Pensez à toutes les forces aériennes alliées qui étaient présentes. On nous a dit que les F-18 n'étaient pas nécessaires, parce que les pays européens et les États-Unis avaient un surplus de chasseurs. On fera toujours appel à nous en dernier lorsqu'on aura besoin de forces aériennes pour appuyer les troupes. La tendance va même s'accroître.

Soyons clairs, je ne dis pas que nous devons prendre des décisions unilatérales, mais dans un contexte multilatéral, nous devons disposer de plus de ressources propres pour soutenir les FC.

M. Corneliu Chisu: Donc, vous dites qu'en tant que deuxième pays au monde sur le plan de la superficie, nous devons être en mesure de nous protéger.

M. Robert Huebert: C'est exact.

M. Corneliu Chisu: Et d'exercer notre souveraineté.

M. Robert Huebert: Je dirais plutôt que nous devons assurer notre sécurité. La souveraineté est un concept international que les avocats affectionnent.

Peu importe la façon de le dire, nous devons nous assurer que les pays étrangers suivent nos règles pour protéger nos intérêts. À mon avis, c'est essentiel.

M. Corneliu Chisu: Merci beaucoup.

Le président: Merci.

[Français]

Monsieur Brahmi, vous avez la parole.

M. Tarik Brahmi (Saint-Jean, NPD): Merci, monsieur le président.

J'aimerais que notre témoin nous parle un peu des sous-marins. On a actuellement quatre sous-marins au Canada, dont trois ne sont pas opérationnels. On sait que l'un d'eux est revenu et fait actuellement l'objet de tests.

J'aimerais que le témoin nous parle de la possibilité d'envisager de ne plus avoir de sous-marins. Si le Canada fait le choix de ne plus avoir de sous-marins, y a-t-il des solutions de rechange pour protéger nos côtes?

[Traduction]

M. Robert Huebert: C'est une bonne question. Le problème, c'est que les sous-marins restent à quai trop longtemps. Nous aurions dû les acheter lorsqu'ils nous étaient offerts. Une voiture stationnée à l'extérieur tout l'hiver va rouiller. La corrosion est encore pire en eaux salées.

Le danger, c'est ce que l'avenir nous réserve. Notre commerce maritime international va se concentrer dans la région de l'Asie-Pacifique. Si le pipeline Northern Gateway est construit, notre commerce sera réorienté du tout au tout. La Chine et le Japon vont remplacer les États-Unis en tant que principaux importateurs de nos produits. C'est pourquoi nous devons prendre une part bien plus active pour assurer la sécurité internationale dans la région. Malgré ce qu'on voit dans les films, les sous-marins demeurent le meilleur moyen de protéger notre commerce maritime si une crise survient.

Nous pouvons présentement compter sur les États-Unis, mais si notre commerce se fonde de plus en plus sur la Chine et si ce pays entre en conflit avec les États-Unis, nous serons confrontés à un dilemme très intéressant, si on veut, sur le plan de la sécurité.

Plus nous pouvons protéger notre commerce... Je répète que les sous-marins sont la méthode d'avenir, pas les navires. L'importance de nos capacités va déterminer l'attention que les États-Unis et la Chine vont accorder à notre point de vue.

Malheureusement, les chiffres le prouvent... Il y a une course aux armements pour ce qui est des sous-marins dans la région de l'Asie-Pacifique, mais pas dans l'Atlantique.

[Français]

M. Tarik Brahmi: Vous avez en effet répondu à un des aspects, qui est la protection de notre flotte en dehors de nos côtes. Cependant, le deuxième aspect dont j'aimerais aussi que vous nous parliez est la protection et la surveillance des côtes canadiennes, qui sont immenses. Vous n'avez pas encore abordé cet aspect.

Quelles seraient les solutions de rechange pour surveiller nos côtes et nous assurer que nous ne serions pas espionnés par des sous-marins russes, entre autres, qui se trouveraient près de nos côtes? Y aurait-il des solutions de rechange technologiques qui permettraient de se passer de sous-marins?

[Traduction]

M. Robert Huebert: Pour répondre simplement, il n'y a pas de solution de rechange aux sous-marins. Sans eux, notre capacité de dissuasion va baisser en ce qui concerne la présence de sous-marins étrangers dans nos eaux territoriales. C'est ma principale préoccupation. Sans les sous-marins, nous perdons 80 p. 100 de nos capacités de dissuasion.

Nous pouvons aussi nous assurer que les mesures comme Northern Watch, un programme technologique qui vise à ce que nos appareils détectent les sous-marins grâce aux ondes acoustiques... Le programme est mis en oeuvre, mais il progresse lentement. Nous avons besoin de déployer un système bien plus important comme le SOSUS, mais en gardant notre indépendance.

Nous développons la technologie. Allons-nous bel et bien la mettre à profit? Ça reste à voir.

• (1150)

Le président: Monsieur Opitz.

M. Ted Opitz (Etobicoke-Centre, PCC): Merci, monsieur le président.

Merci de votre présence, monsieur. Vous avez quitté le Collège des Forces canadiennes lorsque j'étais officier. Merci d'être ici aujourd'hui.

Nous avons bien sûr de légers désaccords avec nos amis de l'Arctique. J'ai trouvé la récente conférence de Stockholm très intéressante. Les États-Unis n'étaient pas représentés, mais j'espère que ce sera différent à Reykjavik.

Concernant les États-Unis, la frontière dans la mer de Beaufort est un cas intéressant. Le différend avec la Russie porte évidemment sur le plateau continental. Vous avez aussi parlé du problème lié à l'île Hans, qui est peut-être moins grave, mais qui reste un problème. Nous avons donc trois principaux désaccords territoriaux. Veuillez faire des commentaires là-dessus et nous dire comment régler ces désaccords, même si certains processus de règlement sont en cours à l'ONU, etc.

C'est intéressant de savoir que la Chine a demandé le statut d'observateur au Conseil de l'Arctique. Vous avez dit que ce pays

voulait avoir son mot à dire sur l'Arctique, même s'il n'en fait pas partie. Qu'est-ce qui va arriver selon vous, surtout compte tenu de nos relations commerciales plus étroites? Comme M. Chisu l'a dit, le passage du Nord-Ouest est compris dans nos eaux territoriales. Quels défis devons-nous relever pour ce qui est d'exercer notre souveraineté dans ce passage important.

Pouvez-vous émettre des commentaires là-dessus, monsieur?

M. Robert Huebert: La cas de la Chine est intéressant, parce que le Canada devra tenir compte de ses nouvelles relations avec elle. La stratégie chinoise d'acheter nos entreprises liées aux ressources naturelles est très bien pensée et elle s'applique aussi en Australie, en Islande et au Groenland. Toutes les règles sont respectées, mais je trouve que très intéressante cette stratégie à long terme pour contrôler les ressources.

Par ailleurs, la Chine sera un grand importateur de nos ressources. On constate que ce pays commence à détenir une part discutable d'actif aux États-Unis et qu'il représente l'avenir. C'est une question d'équilibre.

La Chine sait qu'elle a besoin de nous et de nos ressources, mais elle a indiqué clairement que les amitiés ou les nouvelles possibilités ne l'empêcheraient pas de veiller à ces intérêts fondamentaux. Nous l'avons constaté quand l'Université de Calgary a été déclassée à cause du diplôme honorifique remis au Dalai-Lama. En résumé, notre recteur a dû aller présenter ses excuses pour d'avoir agi de façon indépendante afin que la Chine nous accepte. Nous devons être matures et réalistes dans nos relations avec ce pays, mais en tenant compte du contexte général.

Nous ratons des occasions concernant la mer de Beaufort. Nous devons faire comme l'Australie et l'Indonésie pour la mer du Timor oriental, qui maintiennent leurs points de vue, mais qui collaborent en ce qui a trait aux normes environnementales, à l'exploitation des ressources et à la protection. Je pense que nous devons en faire autant.

Les États-Unis ont montré qu'ils voulaient toujours rester indépendants en imposant un moratoire sur la pêche dans la zone que nous revendiquons. Je ne comprends pas pourquoi les autorités américaines ne nous ont pas proposé de gérer la question ensemble. Les États-Unis ne tiennent pas compte de nous, et c'est dangereux. Je pense que les faux pas pourraient entraîner des conséquences désastreuses lorsque l'exploitation du pétrole et du gaz commencera dans la région.

Je répète que nous n'avons pas à demander la bénédiction de tous concernant le passage du Nord-Ouest. L'essentiel, c'est d'aller de l'avant, de montrer nos capacités et d'écouter la communauté internationale à propos des normes, mais d'indiquer que c'est notre territoire. Comme les Canadiens vivent ici depuis très longtemps, la question n'est pas abstraite, même si les pays européens la relativisent toujours plus. Nous devons leur laisser savoir que nous pouvons réagir à leurs mesures idiotes comme l'interdiction des produits du phoque et qu'il y aura des conséquences.

Je pense que le conflit ridicule de l'île Hans montre comment les choses peuvent s'envenimer. Dès que le Danemark a disposé d'une frégate résistante aux glaces en 2002, la situation s'est détériorée, un de ses chercheurs a laissé une bouteille d'alcool danois sur l'île, et nous avons fait de même avec une bouteille de Canadian Club. C'est ainsi que le conflit se déroule depuis 1974. Le Danemark a envoyé des troupes sur l'île dès qu'il s'est doté d'une nouvelle frégate. Ces différends exacerbés indiquent que nous devons effectuer de la surveillance et être en mesure d'appliquer la loi. Nos différends à venir seront en grande partie réglés de cette façon.

• (1155)

Le président: Merci. Votre temps est écoulé.

[Français]

Monsieur Morin, vous disposez de quatre minutes.

M. Marc-André Morin (Laurentides—Labelle, NPD): La partie de votre présentation qui m'a intéressé le plus est celle où vous avez parlé d'un manque de stratégie. Pour moi, c'est le plus important. Corrigez-moi si je me trompe, mais sur le plan historique, le Canada n'a jamais eu de stratégie indépendante. On s'est toujours fié au fait qu'on était du bon côté quand on participait à un conflit qui avait été amorcé par d'autres. Il y a toujours un prix à payer pour cela.

Par exemple, un de mes oncles est mort lors d'un débarquement en France. Il s'agissait d'une erreur de Lord Mountbatten. Une dizaine de milliers de nos soldats sont morts à cause de cette erreur. C'est une erreur historique reconnue par tous les historiens. Nous nous sommes toujours fait entraîner dans des conflits sans avoir notre propre position, notre propre stratégie. On va faire face, dans un avenir très rapproché, à des situations encore plus graves. On n'a qu'à regarder le potentiel nucléaire de l'Iran et l'attitude de certains pays face à cela. Si on n'a pas vraiment une bonne stratégie, on risque de se faire entraîner dans des histoires auxquelles on ne pourra pas faire face.

Ainsi, en ce qui a trait à l'Arctique, d'après moi, la menace n'est pas une invasion russe, mais plutôt une invasion de cargos pourris remplis de camelote fabriquée en Chine et destinée à l'Europe. Il pourrait y avoir des naufrages, des accidents environnementaux et des flottilles de pêche venant piller les ressources aussitôt que la glace va être fondue.

J'aimerais connaître vos impressions sur les deux trucs que je viens d'aborder. Merci.

[Traduction]

M. Robert Huebert: Vous avez tout à fait raison, surtout concernant Dieppe. Nous n'avons jamais eu de stratégie véritable. En fait, notre stratégie a toujours consisté à aider nos alliés. Mountbatten et le Royaume-Uni se sont servis des Canadiens pour essayer de débarquer en Europe. Ils ont aussi envoyé à Hong Kong bon nombre de militaires de Winnipeg non formés pour dissuader le Japon. Nous n'étions pas en mesure de dire que ça ne cadrait pas dans notre stratégie globale, de suggérer que des troupes britanniques protègent ce front et d'indiquer que nous ferions autre chose qui nous semblait plus important pour gagner la guerre.

Vous avez bien raison, et votre oncle y a laissé sa vie. C'est bien ce que je dis: nous devons commencer à réfléchir à notre stratégie globale pour protéger les intérêts canadiens. Pour être honnête, je pense que nous devons amorcer une réflexion sur la sécurité en Occident en général et commencer à prendre plus de responsabilités.

Je suis d'accord avec vous concernant l'Arctique. La question n'est pas de savoir si la Russie va nous envahir, mais si le différend dans la région va prendre des proportions semblables à celles de la guerre froide. Autrement dit, la Russie ne nous envahira pas...

M. Marc-André Morin: La question, c'est l'économie.

• (1200)

M. Robert Huebert: C'est l'économie et la reprise des conflits dans l'équilibre stratégique entre les pays. Le contrôle des ressources entraîne des conflits, par exemple, pour les îles Spratly et les îles Paracel de l'Est. Les différends continus entre la Chine, le Japon, la Taïwan et tous les pays d'Asie portent tous sur les ressources.

C'est ce qui va arriver dans l'Arctique, sauf si nous prouvons que nous avons les capacités d'imposer nos règles pour l'exploitation des ressources et de faire respecter les intérêts canadiens.

[Français]

Le président: Merci beaucoup. Votre temps de parole est écoulé.

[Traduction]

Merci.

Madame Gallant.

Mme Cheryl Gallant (Renfrew—Nipissing—Pembroke, PCC): Merci, monsieur le président.

Monsieur Huebert, vous avez dit dans l'exposé qu'il y avait peut-être des lacunes en ce qui a trait à la protection de l'espace aérien. Quelles sont ces lacunes?

M. Robert Huebert: Tout d'abord, la défense continue de l'espace aérien nord-américain présente des lacunes. Le principal problème, c'est que, si nos chasseurs à réaction ne sont pas disponibles, les futurs UAV ou les F-18 et les appareils qui vont les remplacer... Depuis 2007, nous constatons déjà que la Russie a recommencé à envoyer des patrouilles armées de bombardiers stratégiques à long rayon d'action. Ils sont venus jusqu'à notre espace aérien, sans franchir les frontières. La Norvège et le Royaume-Uni connaissent le même problème. La seule façon de les arrêter, c'est de les intercepter avec nos F-18 pour laisser savoir à la Russie que nous avons les capacités de surveillance nécessaires et qu'on ne peut pas envahir notre espace aérien. La menace existe toujours; en fait, elle s'accroît.

Si on songe au 11 septembre 2001, il y a bien sûr la menace de l'invasion inattendue de notre espace aérien. Le problème, c'est que nous nous fions au NORAD au lieu de compter sur nos propres capacités. Quelle est la prochaine menace inattendue qui plane sur nous? C'est un problème, mais nous devons aussi examiner les tendances en matière d'exigences relatives à l'espace aérien.

De plus, les capacités aériennes de nos alliés diminuent pour ce qui est de prêter assistance. Les avions que nous déployons à l'étranger minent nos capacités de protéger notre espace aérien contre les menaces liées aux missiles sol-air et aux nombreuses nouvelles technologies de missiles.

Mme Cheryl Gallant: Lorsque tout le monde a appris que des avions à réaction russes avaient réussi à pénétrer notre espace aérien, notre comité en a beaucoup discuté. Nous n'avons vraiment pas considéré l'incident comme une menace; les Russes s'adonnaient à des exercices et vérifiaient notre capacité. Êtes-vous en train de me dire que ces exercices des Russes à proximité de notre espace aérien constituent bel et bien une menace et que nos avions de combat doivent absolument être prêts à intervenir?

M. Robert Huebert: À mon avis, c'est tout à fait juste. La formidable capacité aérospatiale de la Russie survole son propre territoire terrestre et ses eaux arctiques. On ne conduit pas des bateaux ou des avions chargés de véritables bombes jusqu'à la frontière sans vouloir lancer un message politique. Les Russes répètent l'exercice à deux ou trois occasions pour démontrer qu'ils sont de retour et qu'ils peuvent le faire. Puis on recule. La Russie multiplie le nombre d'avions. En fait, voici ce qu'on a demandé de but en blanc à un commandant russe: « Pourquoi agissez-vous ainsi? Vous exacerbez les tensions. Ce n'est pas nécessaire. Vous avez réussi lors de la visite d'Obama. Nous comprenons que vous pouvez le faire. » Et voici ce qu'il a répondu: « Nous aimons être actifs dans notre aire opérationnelle. » On lui a demandé pourquoi il s'agissait maintenant de leur aire opérationnelle, puisque ce n'était pas le cas avant 2007, alors que Putin a voulu montrer que la Russie était à nouveau en pleine possession de ses moyens.

Je vous rappelle que je trouve ce comportement inutilement belligérant. Or, les Russes ne font jamais rien d'inutile; ils ont presque inévitablement une raison de déployer de tels efforts. En toute lucidité, je crois qu'ils veulent ainsi illustrer leur retour sur les plans politique et stratégique, mais je pense aussi qu'ils entraînent une capacité dont ils croient avoir besoin plus tard. C'est ce qui me donne le plus de frissons.

Le président: Vous n'avez pas le temps de poser une autre question.

Monsieur Alexander, vous êtes le dernier intervenant.

M. Chris Alexander (Ajax—Pickering, PCC): J'ai une seule petite question.

Monsieur Huebert, je vous remercie infiniment. À vrai dire, la plupart des propos entendus à cette table sur notre état de préparation étaient conformes à ce que vous dites, c'est-à-dire qu'il faut prêter une attention particulière à la stratégie globale et à l'ensemble des facteurs afin de déterminer la capacité dont nous aurons besoin et ce à quoi nous devons nous préparer. Le Canada doit y accorder une place importante à l'avenir. Je vous remercie de l'avoir souligné à la fin de nos délibérations.

Je suis d'accord sur la plupart de vos commentaires, mais ma question porte sur notre seul sujet de désaccord, soit l'issue de la mission en Afghanistan. Compte tenu des nouveaux revers, ce n'est évidemment pas la meilleure semaine pour parler des progrès réalisés d'un mois à l'autre. Quoi qu'il en soit, j'aimerais que vous nous expliquiez un peu mieux pourquoi vous considérez maintenant que l'OTAN pourrait connaître une défaite, si j'ai bien compris, étant donné qu'elle ne s'est jamais fixé d'objectif de victoire. Son objectif était plutôt de veiller à ce que le gouvernement afghan puisse assurer sa propre protection et d'empêcher le pays de devenir l'hôte d'organisations terroristes majeures à l'avenir. À ce jour, l'objectif est atteint, et certains affirment même que les résultats ont plus de chances que jamais d'être durables. Qu'est-ce qui vous incite à croire l'inverse?

• (1205)

M. Robert Huebert: Permettez-moi de commencer par vous dire ceci.

J'ai un grand respect pour les fonctions que vous occupiez avant d'entrer dans le monde politique, et je tiens à vous en féliciter.

En deuxième lieu, j'espère de tout coeur que vous avez raison.

Je souhaite que les choses se déroulent exactement comme vous l'avez dit, c'est-à-dire que le gouvernement central de l'Afghanistan atteigne les régions provinciales, qu'il intègre ensuite les individus modérés que nous mettons habituellement tous dans le même panier sous le nom de talibans — et vous êtes mieux placé que quiconque pour savoir que tous les talibans ne font pas partie du même groupe —, que nous assistions à la création d'une sorte de régime ou de société qui respecte la primauté du droit, et que nous puissions enfin mettre une croix sur l'extrémisme du régime taliban.

Ma crainte, c'est que nous nous engageons dans une situation exacerbée par les moteurs de l'économie internationale. Nous nous disons donc que nous sommes intervenus, que puisque nous avons terminé, nous constatons que... Nous nous mettons en tête que les Afghans ne nous aiment pas puisqu'ils n'hésitent pas à nous attaquer pour toutes sortes de raisons, bonnes ou mauvaises. Or, vous savez mieux que quiconque que cette perception est erronée. Mais à quel moment nous désintéressons-nous de la situation et décidons-nous que c'est assez, comme nous l'avons fait lorsque...? Vous connaissez l'histoire. Dès que les Soviétiques ont été repoussés, les pays occidentaux n'ont plus prêté la moindre attention à l'Afghanistan, et c'est principalement ce qui a donné l'occasion aux talibans de s'y installer.

Allons-nous répéter l'erreur? Cette fois-ci, s'agirait-il d'un groupe taliban...? Je soupçonne qu'ils changeront de nom puisque le mot « taliban » attire l'attention. Mais pour revenir au problème des fondamentalistes qui ont comblé le vide créé par le retrait des Soviétiques, cela signifie au bout du compte que... Si nous combinons ce problème à l'éventuelle chute du Pakistan, nous nous retrouverons soudainement dans une situation pire que si nous n'étions jamais intervenus.

Voilà donc les étapes qui, selon moi, pourraient mener à la défaite militaire de l'OTAN par rapport à ce qu'elle cherchait à accomplir et à ses objectifs, que vous avez très bien énoncés.

Le président: Tout le monde a eu l'occasion de poser des questions, mais le temps est écoulé.

Monsieur Huebert, nous vous sommes très reconnaissants de votre évaluation, de votre participation et de votre franchise d'aujourd'hui. J'ai trouvé vos propos des plus utiles et intéressants.

J'aimerais rappeler aux membres du comité de direction que nous allons nous réunir à huis clos dès que les autres auront quitté la salle.

Monsieur Huebert, je vous remercie encore de votre témoignage, et je vous souhaite un bon voyage de retour.

La séance est levée.

POSTE  MAIL

Société canadienne des postes / Canada Post Corporation

Port payé

Postage paid

Poste-lettre

Lettermail

**1782711
Ottawa**

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5*

*If undelivered, return COVER ONLY to:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5*

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

On peut obtenir des copies supplémentaires en écrivant à : Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Additional copies may be obtained from: Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>